

Feu vert pour l'aérodrome de Notre Dame des Landes

Le rapporteur public n'a pas été suivi dans ses préconisations

La cour administrative d'appel de Nantes a validé ce lundi 14 novembre les arrêtés autorisant les travaux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique.

Le 7 novembre dernier, le rapporteur public - dont l'avis est d'habitude suivi par la cour - avait demandé à la cour l'annulation de quatre arrêtés, dits "loi sur l'eau" et "espèces protégées", estimant qu'ils ne respectaient pas le Code de l'environnement. Pris en décembre 2013 par le préfet de Loire-Atlantique, ils autorisent ainsi le concessionnaire du futur aéroport, une filiale de Vinci, et l'État, à déroger aux interdictions de destructions des zones humides de Notre-Dame-des-Landes et de la centaine d'espèces protégées qui y vivent pour réaliser la plateforme aéroportuaire et sa desserte routière.